

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°26-2021-209

PUBLIÉ LE 17 NOVEMBRE 2021

Sommaire

26_Préf_Präfecture de la Drôme / Direction des Ressources Humaines des Moyens et des Mutualisations

26-2021-11-16-00001 - Arrêté portant sur la composition des membres de la commission du titre de séjour (2 pages)

Page 3

26_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Drôme /

26-2021-10-29-00007 - Décision affectation-intérim agents contrôle UC DDETS Drôme au 01.11.21 (5 pages)

Page 6

26_Préf_Préfecture de la Drôme

26-2021-11-16-00001

Arrêté portant sur la composition des membres
de la commission du titre de séjour



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la Drôme
Direction des Collectivités, de la Légalité et des Etrangers
Bureau de l'Immigration et de l'Intégration**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2021
PORTANT SUR LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DU TITRE DE SÉJOUR

La Préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment son article L.312-1 instituant dans chaque département une commission du titre de séjour ;

VU l'arrêté préfectoral n° 26-2020-12-21-004 du 18 décembre 2020, fixant la composition de la commission du titre de séjour ;

VU le courrier du 23 octobre 2020 de Monsieur Nicolas DARAGON, Président de l'Association des Maires et Présidents de Communautés de la Drôme ;

SUR proposition de Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1er : Les dispositions de l'arrêté n° 26-2020-12-21-004 du 18 décembre 2020 fixant la composition de la commission du titre de séjour sont rapportées.

3 boulevard Vauban
26030 VALENCE CEDEX9
Tél. : 04 75 79 28 00
Mél : prefecture@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

1 / 1

Article 2 : La commission du titre de séjour du département de la Drôme est composée comme suit :

1 : Maire

Un titulaire :

Madame Geneviève GIRARD, Maire de Portes-les-Valence

Un suppléant :

Madame Françoise CHAZAL, Maire d'Étoile-sur-Rhône

2 : Personnes qualifiées

Deux titulaires :

Monsieur le Major Yvan FABREGUE, responsable de la cellule « immigration irrégulière » au Groupement de Gendarmerie de la Drôme ;

Monsieur Fabrice DELABROY, Directeur de l'Association d'Aide aux Victimes et de Médiation Pénale (REMAID) ;

Deux suppléants :

Monsieur Christophe DESAUGERE, Major de Police, Direction Départementale de la Sécurité Publique de la Drôme;

Monsieur Gino BALOCCO, Directeur de Pôle au Diaconat Protestant.

Article 3 : La présidence de la commission sera assurée par Madame le Maire de Portes-les-Valence et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Madame le Maire d'Étoile-sur-Rhône.

Article 4 : Les fonctions de rapporteur et le secrétariat de la commission du titre de séjour seront assurés par le Directeur des Collectivités, de la Légalité et des Etrangers ou le Chef du Bureau de l'Immigration et de l'Intégration et en cas d'empêchement par l'Adjoint au Chef du Bureau de l'Immigration et de l'Intégration ou le Responsable de la Section Séjour.

Article 5 : Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme et Monsieur Le Directeur des Collectivités, de la Légalité et des Etrangers, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux membres de la commission.

Valence, le 16 novembre 2021

Pour la Préfète, et par délégation

La Secrétaire Générale

- signé-

Marie ARGOUARC'H

3 boulevard Vauban
26030 VALENCE CEDEX9
Tél. : 04 75 79 28 00
Mél : prefecture@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

26_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi de la Drôme

26-2021-10-29-00007

Décision affectation-intérim agents contrôle UC
DDETS Drôme au 01.11.21



**Décision DREETS/T/2021/72 portant affectation des agents de contrôle
dans les Unités de Contrôle de l'inspection du travail de la direction départementale de l'emploi, du
travail et des solidarités du département de la Drôme et gestion des intérim**

La Directrice Régionale de L'Economie, de L'Emploi et du Travail et des Solidarités de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 à R 8122-9 ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret N°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités des directions départementales de l'emploi, du travail, et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations,

Vu la décision DREETS/T/2021/ relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection dans la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Drôme,

Vu la décision DREETS Auvergne-Rhône-Alpes n°2021-31 du 30 mars 2021 publiée au recueil des actes administratifs spécial de la région Auvergne-Rhône alpes n°84-2021-056 le 30 mars 2021 portant délégation de signature en matière de pouvoirs propres de la direction régionale de l'économie de l'emploi, du travail et des solidarités à Mme Isabelle Notter, directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail, et des solidarités d'auvergne-Rhône-Alpes,

ARRETE

Article 1 : Les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département de la Drôme :

➤ Sont affectés à l'unité de contrôle 1 (n°026U01) :

Responsable de l'unité de contrôle : Monsieur Amédée GOMBOUKA, Directeur adjoint du travail

1^{ère} section (n°U01S01) et établissement BONHOMME BATIMENTS INDUSTRIELS situé sur la commune de Montélier (numéro SIREN : 421 881 566) : Madame Chloé MOREL, Inspectrice du travail

2^{ème} section (n°U01S02) : Madame Delphine ALBUS, Inspectrice du travail

3^{ème} section (n°U01S03) à l'exception de l'établissement BONHOMME BATIMENTS INDUSTRIELS situé sur la commune de Montélier (numéro SIREN : 421 881 566) : Madame Jessie TAVEL, Inspectrice du travail

4^{ème} section (n°U01S04) : Monsieur Damien GRAND, Inspecteur du travail

5^{ème} section (n°U01S05) : Monsieur Mathieu VALETTE, Inspecteur du travail

6^{ème} section (n°U01S06) : Madame Sylvie SINA, Contrôleur du travail

7^{ème} section (n°U01S07) : Madame Monique EYNARD, Inspectrice du travail

8^{ème} section (n°U01S08) : Madame Gisèle JACOPETTI, Inspectrice du travail.

➤ Sont affectés à l'unité de contrôle 2 (n°026U02) :

Responsable de l'unité de contrôle : Madame Noëlle ROGER, Directrice adjointe du travail

1^{ère} section (n°U02S01) : VACANTE

2^{ème} section (n°U02S02) : Madame Isabelle MESONA, Inspectrice du travail

3^{ème} section (n°U02S03) : Monsieur Thierry BUFFAT, Inspecteur du travail

4^{ème} section (n°U02S04) : Monsieur Jean-Paul MIREBEAU, Inspecteur du travail

5^{ème} section (n°U02S05) et établissement CARREFOUR PROXIMITE France (numéro SIREN : 345 130 488) situé sur la commune de Bourg-lès-Valence : VACANTE

6^{ème} section (n°U02S06) à l'exception de l'établissement CARREFOUR PROXIMITE France (numéro SIREN : 345 130 488) situé sur la commune de Bourg-lès-Valence : Madame Karine BAYLE, Inspectrice du travail

7^{ème} section (n°U02S07) : VACANTE

8^{ème} section (n°U02S08) : Madame Hélène BRUN, Inspectrice du travail.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les **pouvoirs de décision administrative** relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

➤ Unité de contrôle 1

Numéro de section	Intérim effectué par
6 ^{ème} section (n° U01S06)	L'Inspecteur du travail de la 4 ^{ème} section de l'UC1 (n°U01S04)

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné ci-dessus, le pouvoir de décision est assuré par l'inspecteur chargé d'assurer l'intérim de celui-ci en application de l'article 4.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-2° du code du travail, le **contrôle de tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés** qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail est confié aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

➤ Unité de contrôle 1

Numéro de section	Intérim effectué par
6 ^{ème} section (n° U01S06)	L'Inspecteur du travail de la 4 ^{ème} section de l'UC1 (n°U01S04)

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné ci-dessus, le contrôle des entreprises concernées est assuré par l'inspecteur chargé de l'intérim de celui-ci en application de l'article 4.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs inspecteurs du travail désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

➤ Unité de contrôle 1

Intérim	1 ^{er} niveau	2 ^{ème} niveau	3 ^{ème} niveau	4 ^{ème} niveau	5 ^{ème} niveau	6 ^{ème} niveau
1^{ère} Section	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	7 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1
2^{ème} Section	3 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1	5 ^{ème} section de l'UC 1	1 ^{ère} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	7 ^{ème} section de l'UC 1
3^{ème} Section	8 ^{ème} section de l'UC 1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50	1 ^{ère} section de l'UC 1	2 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC 1
		7 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés				
4^{ème} Section	2 ^{ème} section de l'UC 1	5 ^{ème} section de l'UC1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50 salariés	3 ^{ème} section de l'UC1	1 ^{ère} section de l'UC1	8 ^{ème} section de l'UC 1
			7 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés			
5^{ème} Section	1 ^{ère} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	2 ^{ème} section de l'UC 1	7 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1
6^{ème} section	4 ^{ème} section de l'UC1	3 ^{ème} section de l'UC1	8 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	1 ^{ère} section de l'UC1
7^{ème} Section	Le RUC de l'UC1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50	1 ^{ère} section de l'UC1	4 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1
		8 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés				

8^{ème} section	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50 salariés	1 ^{ère} section de l'UC1	4 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC1	7 ^{ème} section de l'UC1
	5 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés					

➤ Unité de contrôle 2

Intérim	1^{er} niveau	2^{ème} niveau	3^{ème} niveau	4^{ème} niveau	5^{ème} niveau
1^{ère} section	3 ^{ème} section de l'UC 2	6 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC 2	7 ^{ème} section de l'UC 2	2 ^{ème} section de l'UC2
2^{ème} section	3 ^{ème} section de l'UC 2	8 ^{ème} section de l'UC2	7 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	
3^{ème} section	2 ^{ème} section de l'UC2	7 ^{ème} section de l'UC 2	6 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	
4^{ème} section	7 ^{ème} section de l'UC 2	2 ^{ème} section de l'UC 2	3 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2
5^{ème} section	2 ^{ème} section de l'UC 2	3 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	7 ^{ème} section de l'UC2
6^{ème} section	7 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2	3 ^{ème} section de l'UC 2	
7^{ème} section	8 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2	3 ^{ème} section de l'UC2	
8^{ème} section	6 ^{ème} section de l'UC2	7 ^{ème} section de l'UC2	3 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2	

Article 5 : Par dérogation aux dispositions de l'article 4 :

- L'intérim de la section U01 S07 est assuré jusqu'au retour de son titulaire par le Responsable de l'Unité de Contrôle U01 ;
- L'intérim de la section U02 S01 vacante, est assuré par la Responsable de l'Unité de contrôle U02 pour les mois de novembre et décembre 2021 ;
- L'intérim de la section U02 S05 vacante, est assuré par l'Inspecteur du Travail de la section 6 de l'U02 pour les mois de novembre et décembre 2021 ;
- L'intérim de la section U02 S07 vacante, est assuré par l'Inspecteur du Travail de la section 4 de l'U02 pour les mois de novembre et décembre 2021 ;

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Inspecteur du travail ou Responsable d'Unité de Contrôle mentionné ci-dessus, l'intérim de la section est assuré en application de l'article 4.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les inspecteurs du travail affectés en section d'inspection faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées aux articles 4 et 5, l'intérim est assuré par le responsable de l'unité de contrôle Drôme 1 pour les établissements relevant de l'unité de contrôle Drôme 1 et par la responsable de l'unité de contrôle Drôme 2 pour les établissements relevant de l'unité de contrôle Drôme 2.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent lorsque l'action le rend nécessaire aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de la DDETS à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés.

Article 8 : La présente décision entre en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2021. Elle annule et remplace à compter de cette date, la décision **DDETS 26 n° 26-2021-09-02-00001** du 31 août 2021, parue au recueil des actes administratifs spécial de la Préfecture de la Drôme du 31 août 2021.

Article 9 : La Directrice Départementale De l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Drôme est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

A Lyon, le 29 octobre 2021

La Directrice Régionale de l'Economie, de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités

« Signé »

Isabelle NOTTER